



29. Juni 1988

1215

3003 Berna, le 10 juin 1988

Au Conseil fédéral

**Schweizerische Beteiligung an 5 konzertierten Aktionen des  
 Umweltforschungs-Programmes der Europäischen Gemeinschaften**

Aufgrund des Doppelantrages des EVD und des EDI vom 10. Juni 1986  
 Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen :

1. Das EG/COST-Abkommen im Bereich der Umweltforschung wird genehmigt.
2. Der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Gemeinschaften oder in seiner Abwesenheit sein Stellvertreter wird ermächtigt, das Abkommen zu unterzeichnen und dem Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften den Abschluss der für die Inkraftsetzung des Abkommens notwendigen innerschweizerischen Verfahren zu notifizieren.
3. Die Bundeskanzlei stellt die nötige Vollmacht aus.
4. Das Abkommen wird in der Eidg. Gesetzessammlung veröffentlicht.

| Protokollauszug an:   |      |          |      |       |
|---|------|----------|------|-------|
| <input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage |      |          |      |       |
| z.V.  | z.K. | Dep.     | Anz. | Akten |
|   | X    | EDA      | 8    | -     |
| X   |      | EDI      | 10   | -     |
|   | X    | EJPD     | 3    | -     |
|   |      | EMD      |      |       |
|   | X    | EFD      | 7    | -     |
| X   |      | EVD      | 12   | -     |
|   | X    | EVED     | 5    | -     |
|   | X    | BK       | 1    | -     |
|   | X    | EFK      | 2    | -     |
|   | X    | Fin.Del. | 2    | -     |

Für getreuen Auszug,  
 der Protokollführer:

2520.1

3003 Berne, le 10 juin 1988

Au Conseil fédéral**Participation de la Suisse à 5 actions concertées du programme  
environnement des Communautés européennes****1. Introduction**

La Suisse a l'intention de participer à 5 actions concertées du programme environnement des CE; ce sont :

- . Comportement physico-chimique des polluants atmosphériques;
- . Effets de la pollution de l'air sur les écosystèmes terrestre-aquatiques;
- . Micropolluants organiques dans l'environnement aquatique;
- . Qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments et ses effets sur l'homme;
- . Traitement et utilisation des boues organiques et des déchets agricoles liquides.

Ces actions concertées ont leur origine dans la COST et sont maintenant intégrées dans le programme environnement des CE.

Pour participer à ces actions concertées, la Suisse doit signer un accord de concertation avec les CE.

**2. Les objectifs et les structures**

Les objectifs scientifiques et les structures sont caractérisés dans l'annexe A de l'accord de concertation Communauté-COST. Il est important de constater que les CE ont gardé les structures COST, ce qui permet à la Suisse de jouer un rôle actif dans la conception et la gestion de ce programme des CE.

Les points spécifiques suivants propres à la Suisse méritent d'être relevés.

**2.1. Comportement physico-chimique des polluants atmosphériques**

Dans ce contexte, la Suisse prévoit d'entreprendre deux projets qui ont un impact sur la recherche européenne dans ce domaine. Le premier vise à tirer profit du site unique en Europe de l'observatoire du Jungfrauoch pour que celui-ci devienne un

des foyers de la coordination européenne sur la physico-chimie de l'air et sur le développement de nouveaux instruments de mesure. Le deuxième projet vise à réaliser une coordination européenne étroite pour l'étude de l'air à partir d'échantillons prélevés dans les glaciers de Suisse et du Grönland.

Les instituts de recherche les plus engagés seront:

- L'institut de physique de l'Université de Berne,
- L'institut de physico-chimie de l'EPFZ.

La coordination est établie avec le programme national suisse PNR 14 "Cycle et pollution de l'air en Suisse".

La coordination de la participation suisse à cette action est assurée par la Division de la protection de l'environnement du canton de Berne.

Il est prévu de mettre sur pied une structure suisse de coordination qui devienne le germe d'une structure permanente de la recherche dans le domaine lié aux structures de surveillance fédérale et cantonale.

## 2.2. Effets de la pollution de l'air sur les écosystèmes terrestres et aquatiques

La contribution de la Suisse est surtout orientée vers les effets de la pollution de l'air sur la production agricole.

La coordination de la participation suisse à cette action est assurée par la Station de recherches en chimie agricole et sur l'hygiène de l'environnement de Liebefeld (FAC).

Il est prévu d'établir une structure permanente afin de coordonner la recherche suisse dans le domaine de manière analogue et complémentaire à la structure prévue pour la physico-chimie de l'atmosphère, sans exclure la possibilité que ces deux structures se fondent en une seule. L'essentiel est de parvenir dans ces prochaines années à une structure de coordination de la recherche sur la pollution atmosphérique et ses effets qui prenne la relève du PNR 14 cité plus haut et de son complément "Dépérissement des forêts et pollution de l'air en Suisse".

## 2.3. Qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments et ses effets sur l'homme

La participation suisse sera assurée par l'Institut de toxicologie de l'EPFZ et de l'Université de Zurich.

Une coordination est déjà établie avec une action COST en préparation sur l'effet de la pollution atmosphérique sur la santé humaine.

#### **2.4. Traitement et utilisation des boues organiques et des déchets agricoles liquides**

La contribution suisse prévue vise essentiellement à développer des méthodes chimiques et biologiques afin de prévoir l'effet à long terme de la qualité des boues résiduaires et des déchets organiques sur le sol, les plantes et la santé de la population.

Les instituts suisses les plus engagés seront la FAC, l'institut de l'environnement de l'EPFL et plusieurs instituts universitaires.

La coordination suisse est assurée par la FAC. Il est prévu d'établir une structure permanente afin de coordonner la recherche suisse dans ce domaine fortement interdisciplinaire.

#### **2.5. Micropolluants organiques dans l'environnement aquatique**

La Suisse a notamment l'intention de s'associer aux études sur la dégradation biologique, sur les processus de transformation physico-chimique ainsi que sur le comportement des divers polluants durant les processus de préparation de l'eau. Elle contribuera en particulier au développement de simulations mathématiques destinées à la prévision du comportement des micropolluants organiques dans l'environnement.

L'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG) effectue la majeure partie des travaux de recherche réalisés en Suisse. L'Institut pour la protection et la technologie des eaux de l'EPF de Zurich et le Laboratoire de recherches limnologiques de Kastanienbaum y sont également associés. Enfin, une partie du projet est réalisée à l'Université de Zurich (Institut de biologie végétale et de microbiologie). La coordination du projet au niveau suisse est assurée par l'EAWAG.

Il est prévu de mener ce projet de recherche en accord avec l'Office fédéral de la protection de l'environnement et avec plusieurs offices cantonaux de la protection des eaux.

#### **2.6. L'engagement des institutions suisses**

Les institutions suisses qui seront engagées dans l'un ou l'autre aspect de ces programmes européens fournissent par leurs propres moyens un effort de recherche estimé à 7,3 millions de francs.

Dans ce montant sont compris les prestations prévues de l'EAWAG de la FAC, de l'Institut suisse de toxicologie et de l'Office fédéral de la protection de l'environnement ainsi que les projets soutenus par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Ces engagements ne font pas partie de cette proposition.

### 3. Aspects financiers

La participation suisse à cet ensemble d'actions concertées des CE implique des frais de coordination et de recherches spécifiques s'élevant au total à 3,9 millions de francs pour 4 ans, à prélever du crédit pour la recherche européenne approuvé par le parlement en 1987. L'attribution de ces moyens financiers par action concertée figure au tableau ci-dessous. La contribution suisse aux frais de coordination européens et aux frais communs d'infrastructure et de logistique est de 890'000 francs. Le solde, soit 3 millions de francs, servira à soutenir des recherches en Suisse.

|  | Frais de<br>coordination<br>CE | Recherche<br>en Suisse | Total        |
|--|--------------------------------|------------------------|--------------|
| Comportement physico-chimique des<br>polluants atmosphériques .....                          | 390                            | 1'230                  | 1'620        |
| Effet de la pollution de l'air sur les<br>écosystèmes terrestres et aquatiques ....          | 120                            | 500                    | 620          |
| Micropolluants organiques dans<br>l'environnement aquatique .....                            | 120                            | 270                    | 390          |
| Qualité de l'air à l'intérieur des bâti-<br>ments et ses effets sur l'homme .....            | 70                             | 50                     | 120          |
| Traitement et utilisation des boues<br>organiques et des déchets agricoles<br>liquides ..... | 120                            | 1'000                  | 1'120        |
|  | <u>820</u>                     | <u>3'050</u>           | <u>3'870</u> |

Ce montant de 3,9 millions de francs est pris de la tranche de ce crédit qui est affectée à l'OFES. De cette tranche, une part est attribué aux actions de la catégorie I (programmes des CE auxquels les Etats COST intéressés qui ne sont pas membres des CE peuvent être associés) et des actions de la catégorie II (actions COST qui font également l'objet d'un programme des CE) qui sont gérées par l'OFES. Cette part est de 1,5 million de francs à partir de 1989. Les actions des catégories I et II gérées par l'OFES sont celles qui n'entrent pas dans la sphère d'activité de la Commission pour l'encouragement des recherches scientifiques (CERS/KWF), comme par exemple la recherche sur l'environnement. Concernant les actions des catégories I et II qui entrent dans la sphère d'activité du CERS, comme par exemple la biotechnologie, la gestion de ces actions lui est confiée.

#### 4. Völkerrechtliche Aspekte der Zusammenarbeit

Das Forschungsvorhaben wird durch einen multilateralen völkerrechtlichen Vertrag mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft begründet. Hierbei tritt die EWG als Vertragspartner an die Stelle ihrer Mitgliedstaaten. Sie tut dies aufgrund eines EG-Ratsentscheids vom Januar 1974, mit welchem nicht nur die Rechtsgrundlage für eine gemeinschaftliche Wissenschaftspolitik geschaffen wurde, sondern worin zugleich ihre funktionell begrenzte Zuständigkeit zum Abschluss von Verträgen mit Drittstaaten um diesen Bereich erweitert wurde. Der Ausschuss Hoher Beamter der COST hat dieser Entwicklung mit seiner Erklärung vom 14.12.1978 über "Verfahren für die Zusammenarbeit im COST-Rahmen" (vgl. Beilage 4 des 12. Aussenwirtschaftsberichtes; BB1 1979 I 310) Rechnung getragen. Dieses Arrangement beschreibt das geltende Verhältnis zwischen der Gemeinschaft und der COST; es erläutert in knapper Form, wie die Zusammenarbeit im einzelnen zu gestalten sei und welche Vertragsformen dabei Anwendung finden sollen. Der vorliegende Abkommensentwurf entspricht dem in der genannten Erklärung als "Kategorie II" dargestellten Sachverhalt.

#### 5. Rechtsgrundlage

Das vorliegende Abkommen wird vom Bundesrat in eigener Kompetenz abgeschlossen. Dafür gibt Art. 16, Abs. 3, lit. a des am 1.1.1984 in Kraft getretenen Bundesgesetzes über die Forschung auf jeden Fall eine Handhabe. Es kann unter diesen Umständen offen bleiben, ob der Bundesrat auch ohne diese Ermächtigung zum selbständigen Vertragsschluss befugt wäre. Bekanntlich kann er völkerrechtliche Vereinbarungen selbständig abschliessen, wenn sie keine neuen Verpflichtungen mit sich bringen.

#### 6. Unterzeichnung des Abkommens

Mit der Unterzeichnung des Abkommens ist der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Gemeinschaften oder in seiner Abwesenheit sein Stellvertreter zu betrauen. Gleichzeitig ist der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Gemeinschaften zu ermächtigen, in Anwendung von Art. 6 Abs. 2 des Abkommens den Abschluss der für dessen Inkraftsetzung notwendigen innerschweizerischen Verfahren dem Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften zu notifizieren.

#### 7. Pressemitteilung

Die Presse ist mit der beigefügten Pressemitteilung über die Beschlussfassung des Bundesrates zu informieren.

## 8. Ergebnis der Rücksprache mit andern Bundesstellen

Die Direktion für internationale Organisationen, die Direktion für Völkerrecht, die Bundesämter für Justiz, für Energiewirtschaft, die Eidg. Finanzverwaltung und die Bundeskanzlei sind mit dem vorliegenden Antrag einverstanden.

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen beantragen wir Ihnen, dem beiliegenden Beschlussesentwurf beizustimmen.

EIDG. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

EIDG. DEPARTEMENT DES INNERN

- Beilage:
- Beschlussesentwurf
  - Draft Community-COST Concertation Agreement on Seven Concerted Action Projects in the Field of Environment of the Economic Community
  - Pressemitteilung

### Zum Mitbericht an:

- EDA
- EJPD
- EFD
- EVED

### Protokollauszug an:

- EDI (BBW 5 Ex. zum Vollzug; GS 3 Ex., ID 1 Ex.)
- EVD (IB 5 Ex. zum Vollzug; GS 2 Ex.; BAWI 2 Ex.; BLW 2 Ex.)
- EDA z.K.
- EJPD z.K.
- EFD z.K.
- EVED, z.K.

DRAFT COMMUNITY-COST CONCERTATION AGREEMENT ON  
SEVEN CONCERTED ACTION PROJECTS  
IN THE FIELD OF ENVIRONMENT.

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY,

hereinafter referred to as "the Community",

THE SIGNATORY STATES TO THIS AGREEMENT,

hereinafter referred to as "the participating Non-Member States",

whereas European cooperation in the field of environment is likely to contribute effectively to the protection of the environment and to a more economic use of natural resources;

whereas a Community-COST concertation Agreement on five concerted action projects in the field of environment, approved by the Council on 10 December 1984, was concluded between the Community and some COST States and expired on 31 December 1985;

whereas the abovementioned concerted action projects have produced very encouraging results;

whereas, by its Decision of 10 June 1986, the Council of the European Communities adopted multiannual R&D programmes in the field of the environment (1986 to 1990) (1), covering, among others, a programme on protection of the environment which includes the implementation of concerted actions, and in particular considering Article 6 of this Decision;

whereas the Member States of the Community and the participating Non-Member States, hereinafter referred to as "the States", intend, subject to the rules and procedures applicable to their national programmes, to carry out the research described in Annex A and are prepared to integrate such research into a process of concertation which they consider will be of mutual benefit;

(1) OJ N° L159, 14/6/1986, p. 31



HAVE AGREED AS FOLLOWS :

#### Article 1

The Community and the participating Non-Member States, hereinafter referred to as "the Contracting Parties", shall participate for a period extending until 31 December 1990 in one or more of the following concerted action projects :

1. Physico-chemical behaviour of atmospheric pollutants, (COST 611/2);
2. Air-pollution effects on terrestrial and aquatic ecosystems, (COST 612/2);
3. Organic micropollutants in the aquatic environment, (COST 641/2);
4. Treatment and use of organic sludge and liquid agricultural waste, (COST 681/2);
5. Coastal benthic ecology, (COST 647/2);
6. Indoor-air quality and its impact on man, (COST 613/1);
7. Protection of species, (COST 691/1).

These projects shall consist in concertation between the Community concerted action projects and the corresponding programmes of the participating Non-Member States. Research topics covered by this Agreement are listed in Annex A.

The States shall remain entirely responsible for the research carried out by their national institutions or bodies.

#### Article 2

Concertation between the Contracting Parties shall be effected through Concertation Committees, one for each project hereinafter referred to as "the Committees". The Committees shall formally carry the status of ad-hoc Working Parties of the Management and Coordination Advisory Committee on the Environment and Climatology, set up by the Council Decision of 29 June 1984 (2) hereinafter referred to as the "CGC".

The terms of reference and the composition of these Committees are defined in Annex B.

#### Article 3

In order to ensure optimum efficiency in the execution of these concerted action projects, project leaders may be appointed by the Commission of the European Communities, hereinafter referred to as "the Commission", in agreement with the Committees.

(2) OJ N° L177, 4/7/1984, p. 25

## Article 4

The estimated financial contributions by the Contracting Parties to the coordination costs for the period referred to in the first paragraph of Article 1 shall be :

- Project COST 611/2 :  
720 000 ECU from the Community,  
60 000 ECU from each participating Non-Member State;
- Project COST 612/2 :  
720 000 ECU from the Community,  
60 000 ECU from each participating Non-Member State;
- Project COST 641/2.:  
720 000 ECU from the Community,  
60 000 ECU from each participating Non-Member State;
- Project COST 681/2 :  
720 000 ECU from the Community,  
60 000 ECU from each participating Non-Member State;
- Project COST 647/2 :  
720 000 ECU from the Community,  
60 000 ECU from each participating Non-Member State;
- Project COST 613/1 :  
432 000 ECU from the Community,  
36 000 ECU from each participating Non-Member State;
- Project COST 691/1 :  
432 000 ECU from the Community,  
36 000 ECU from each participating Non-Member State;

The ECU is that defined by the Council Regulation 3180/78 (1).

The rules governing the financing of the Agreement are set out in Annex C.

## Article 5

1. Through the Committees, the States shall exchange regularly all useful information resulting from the execution of the research covered by the concerted action projects. They shall also endeavour to provide information on similar research planned or carried out by other bodies. Any information shall be treated as confidential if the State which provides it so requests.
2. The scientific results of the concerted action projects shall be published by the Commission, except those which are declared confidential.

(1) O.J. L379 of 30.12.78 p.1

3. In agreement with the Committees, the Commission shall prepare annual activity reports on the basis of the information supplied and shall forward them to the States.
4. At the end of the concertation period, the Commission shall, in agreement with the Committees, forward to the Non-Member States the general reports on the execution and results of the projects. With the agreement of the Committees, these reports can be published by the Commission.

#### Article 6

1. This Agreement shall be open for signature by the Community and by the Non-Member States which took part in the ministerial conference held in Brussels on 22 and 23 November 1971;
2. As a condition precedent to its participating in the concerted action projects defined in Article 1, each of the Contracting Parties shall, when signing this Agreement, have notified the Secretary-General of the Council of the European Communities of the concerted action projects in which it intends to participate and, after signing this Agreement, have notified the Secretary-General of the Council of the European Communities of the completion of the procedures necessary under its internal provisions for the implementation of this Agreement.
3. For the Contracting Parties which transmit the latter notification provided for in the paragraph 2, this Agreement shall come into force on the first day of the month following that in which the Community and at least one of the participating Non-Member States transmitted these notifications.

For those Contracting Parties which transmit the notification after the entry into force of this Agreement, it shall come into force on the first day of the second month following the month in which the notification was transmitted.

Contracting Parties which have not transmitted this notification when this Agreement comes into force shall be able to take part in the work of the Committee without voting rights.

4. The Secretary-General of the Council of the European Communities shall inform each of the Contracting Parties of the notifications made pursuant to paragraph 2 and of the date of entry into force of the Agreement.

## Article 7

## ANNEX A

This Agreement shall apply, on the one hand, to the territories in which the Treaty establishing the European Economic Community is applied and under the conditions laid down in that Treaty and, on the other hand, to the territories of the participating Non-Member States.

## Article 8

This Agreement, drawn up in a single original in the Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Italian, Portuguese and Spanish languages, each text being equally authentic, shall be deposited in the archives of the General Secretariat of the Council of the European Communities which shall transmit a certified copy to each of the Contracting Parties.

- Investigation and standardization of analytical methods, especially for nitrogen oxides, hydrocarbons and photochemical oxidants.
- (a) Investigation of the physico-chemical processes leading to the formation of particles, characterization of the chemical and physical nature of very fine aerosols, and determination of the chemical composition of aerosols.
- (b) Identification and quantification of sources and sinks of various pollutants, especially for nitrogen oxides.
- (c) Investigation of phenomena leading to acid deposition with particular emphasis on:
- conversion, transport and deposition (dry and wet) of SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> and aerosol particles,
  - analysis of precipitation chemistry data for acidity trends,
  - the chemistry in cloud droplets and chemical composition of cloud and rain water,
  - dry deposition of SO<sub>2</sub> and NO<sub>x</sub>,
  - the role of oxidizing agents like OH, HO<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O<sub>2</sub>,
  - physico-chemical conversion of air pollutants after deposition, considering water bodies and soil, analytical techniques for the measurement of ammonia, nitric acid and hydrogen peroxide in both gas and liquid phase at low concentrations,
  - analytical methods for the determination of acidity of aerosols.
- (d) Modelling of atmospheric chemistry related to photochemical pollution and acid deposition: coordination between data-gathering teams and mathematicians for the quantification of atmospheric relationships with emphasis on modelling of reactions, transformation, transport and deposition of precursors and reaction products.
- (e) Elaboration of test protocols which permit the prediction of abiotic degradability of chemicals, in particular for persistent compounds.

ANNEX ARESEARCH TOPICS COVERED BY THE AGREEMENT

## 1. Physico-Chemical Behaviour of Atmospheric Pollutants, (COST 611/2)

- (a) Improvement and standardization of analytical methods, especially for nitrogen oxides, hydrocarbons and photochemical oxidants.
- (b) Elucidation of mechanisms and rate constants of the reactions between atmospheric pollutants and of their reactions with natural constituents of the atmosphere, in particular in the aqueous state, including oxidation and degradation chemistry of selected atmospheric pollutants in fresh and sea water, reactions with soil constituents, and the investigation of catalytic processes in cloud and rainwater chemistry.
- (c) Investigation of the physico-chemical processes leading to the formation of particles, characterization of the chemical and physical nature of very fine aerosols, and determination of the chemical composition of aerosols.
- (d) Identification and quantification of sources and sinks of various pollutants, especially for nitrogen oxides.
- (e) Investigation of phenomena leading to acid deposition with particular emphasis on :
  - conversion, transport and deposition (dry and wet) of  $\text{SO}_2$ ,  $\text{NO}_x$  and aerosol particles,
  - analysis of precipitation chemistry data for acidity trends,
  - $\text{NO}_x$  chemistry in cloud droplets and chemical composition of cloud and rain water,
  - dry deposition of  $\text{NO}_x$  and  $\text{HNO}_3$ ,
  - the role of oxidizing agents like  $\text{OH}$ ,  $\text{HO}_2$ ,  $\text{H}_2\text{O}_2$ ,
  - physico-chemical conversion of air pollutants after deposition, considering water bodies and soil, analytical techniques for the measurement of ammonia, nitric acid and hydrogen peroxide in both gas and liquid phase at low concentrations,
  - analytical methods for the determination of acidity of aerosols.
- (f) Modelling of atmospheric chemistry related to photochemical pollution and acid deposition; coordination between data-producing teams and mathematicians for the quantification of source-receptor relationships with emphasis on modelling of emissions, transformation, transport and deposition of precursors and reaction products.
- (g) Elaboration of test protocols which permit the prediction of abiotic degradability of chemicals, in particular for persistent compounds.

## 2. Air Pollution Effects on Terrestrial and Aquatic Ecosystems, (COST 612/2)

- (a) Direct effect of air pollutants, ( $\text{SO}_2$ ,  $\text{NO}_x$ , HCl, ozone, photochemical oxidants and their atmospheric reaction products) on plants and terrestrial ecosystems.
- (b) Indirect effects of such air pollutants on plants and terrestrial ecosystems, e.g. via the acidification of soil and the mobilization of phytotoxic elements.
- (c) Links between the effects of air pollutants and other factors involved in the observed phenomenon of severely damaged terrestrial ecosystems, in particular forests, such as drought, plant diseases, fungi and pests.
- (d) Effects of air pollutants and their reaction products on crop plants, in particular reduced productivity.
- (e) Effects of air pollutants and their reaction products on aquatic ecosystems (reduction of the population of fish and other aquatic organisms due to acidification and mobilization of trace elements).

## 3. Organic Micropollutants in the Aquatic Environment, (COST 641/2)

- (a) Analytical methodologies and data treatment :
  - Basic analytical techniques, including sampling and sample treatment, gas chromatography, high pressure liquid chromatography, mass spectrometry,
  - Specific analytical problems, in particular analysis of selected classes of compounds, such as those likely to be regulated by Council Directive 76/464/EEC, chlorinated paraffins, tensides, optical brighteners, organo-metallic and organo-phosphorus compounds,
  - Collection and treatment of analytical data.
- (b) Physical/chemical behaviour of organic micropollutants in the aquatic environment :
  - Distribution and transport mechanisms,
  - structure/activity relationship,
  - bioavailability and bioaccumulation.
- (c) Transformation reactions in the aquatic environment :
  - chemical and photochemical reactions,
  - biological transformations.
- (d) Behaviour and transformation of organic micropollutants in water-treatment processes :
  - infiltration,
  - waste-water treatment,
  - drinking-water treatment (including haloform formation).

#### 4. Treatment and Use of Organic Sludges and Liquid Agricultural Wastes, (COST 681/2)

- (a) Treatment of sludges and agricultural wastes :
- further improvement of conventional treatment methods, mainly with regard to their economic aspects, and of processes for fuel production from sludges and manures,
  - study of technologies specifically applicable to small plants and of process to eliminate heavy metals at their source.
- (b) Analysis of sludges and residues :
- development and standardization of economic multi-element methods for the analysis of trace elements in sludges, soils and plants, and for the analysis of organic pollutants.
- (c) Hygienic aspects of treatment and use of sludges :
- elaboration and improvement of methods for the detection and identification of bacteria, viruses and other pathogens, and study of their survival and contamination potential,
  - investigations of the efficiency of hygienization processes, definitions of "indicator organisms".
- (d) Nuisances :
- odour characterization and emission control.
- (e) Environmental effects of spreading of sludges and manure :
- long-term field experiments on the accumulation of heavy metals, their availability to crops and on transfer of pollutants via soil to plants, and assessment of various application methods with regard to ground and surface water pollution.
- (f) Improvement of land-use of sludge and manure :
- long-term field experiments on fertilizing value and soil-improvement properties of sludges and manures,
  - improvement of treatment processes and spreading equipment with regard to optimum land use,
  - study of the agricultural value of residues from treatment processes,
  - use of sludges and derived products for land reclamation and specific crops (e.g. biomass production).

#### 5. Coastal Benthic Ecology, (COST 647/2)

Implementation of "baseline studies" for selected key species in undisturbed conditions along the Norwegian Sea and Atlantic coast, in the Mediterranean and in the Baltic Sea for the following habitats :

- subtidal sediments,
- intertidal sediments,
- subtidal rock,
- intertidal rock.

## Assessment of the role of

- local physical factors,
- biological interactions,
- climatic and hydrographic factors on the population dynamics of selected components of benthic coastal ecosystems.

The programme should gradually evolve into a comprehensive investigation of the dynamics of coastal ecosystems and their modelling.

## 6. Indoor-Air Quality and its Impact on Man, (COST 613/1)

Investigation of a variety of indoor pollutants and pollutant classes, in particular  $\text{NO}_2$ , RSP (respirable suspended particulate), formaldehyde, organics, allergens, CO,  $\text{SO}_2$ , asbestos and other mineral fibres, comprising

- (a) Exposure determination and estimates :
  - modelling,
  - source strength determinations,
  - infiltration and ventilation rate determinations,
  - methods of fields measurements :
    - spot sampling,
    - time integrated sampling,
    - continuous monitoring,
    - personal and population exposure,
    - biological monitoring.
- (b) Health effects measurements :
  - controlled human exposure studies,
  - design of sequential studies,
  - epidemiological studies.
- (c) Collection of exposure and health effect related data.

## 7. Protection of species, (COST 691/1)

- (a) Habitat selection by birds and breeding distribution.
- (b) Passerine migrations.
- (c) Waterflow census according to the Annex V of the Directive on Conservation of Wild Birds (1).
- (d) Requirements of bird species dependent upon threatened habitats (notably coastal and other wetlands, scrubland, etc.).
- (e) Habitat requirements and biology of endangered species.
- (f) Collection and compilation of the results of research on bird conservation and on wintering sites in Africa and exploitation of the information already available.

(1) OJ N° L103, 25/4/1979.



ANNEX BTERMS OF REFERENCE AND COMPOSITION OF EACH CONCERTATION COMMITTEE

1. The Committee shall :
  - 1.1. contribute to the optimum execution of the project by giving its opinion on all aspects of its progress ;
  - 1.2. evaluate the results of the project, draw conclusions regarding their application and approve all reports prior to their publication;
  - 1.3. be responsible for the exchange of information provided for in Article 5 (1) of the Agreement;
  - 1.4. suggest guidelines to the project leader, if any.
2. The Committee's reports and the opinions shall be communicated to the States.
3. The Committee shall be composed of one delegate from the Commission, as coordinator of the Community concerted action project, one delegate from each participating Non-Member State, one delegate from each Member State and the project leader, if any.  
Each delegate may be accompanied by up to two experts, if appropriate.
4. The members of each Committee will be nominated by the Delegations to the CGC for EC Member States, and by the competent national authorities for Non-Member States. In designating members, the CGC will attempt to ensure that for each project one person is a member of both CGC and the respective Committee.
5. Each Committee shall establish its own Terms of Reference. The constitution of each Committee is valid for the duration of the ongoing programme, allowing for continuity between subsequent programmes.
6. Each Committee shall elect its own Chairman, with all members being eligible for election.
7. The Secretariat of the Committee will be provided by the Commission.
8. The CGC will regularly examine the progress and results of the project. To this end, the Chairman of each Committee will report to the CGC upon the latter's invitation, and in any case at least once every two years.

ANNEX C

FINANCING RULES

Article 1

These provisions lay down the financial rules referred to in Article 4 of the Community - COST Concertation Agreement.

Article 2

At the beginning of each financial year, the Commission shall send to each participating Non-Member State a call for funds corresponding to the number of concerted action projects in which it participates and to its share of the annual coordination costs under the Agreement, calculated in proportion to the amounts laid down in Article 4 of the Agreement.

This contribution shall be expressed both in ECU and the currency of the participating Non-Member State concerned, the value of the ECU being determined on the date of the call for funds.

The total contributions shall cover the travel and subsistence costs of the delegates to the Committee, in addition to the coordination costs proper.

Each participating Non-Member State shall pay its annual contribution to the coordination costs under the Agreement at the beginning of each year, and by 31 March at the latest. Any delay in the payment of the annual contribution shall give rise to the payment of interest by the participating Non-Member State concerned at a rate equal to the highest discount rate ruling in the States on the due date. The rate shall be increased by 0.25 of a percentage point for each month of delay. The increased rate shall be applied to the entire period of delay. However, such interest shall be chargeable only if payment is effected more than three months after the issue of a call for funds by the Commission.

Article 3

The funds paid by participating Non-Member States shall be credited to the concerted action projects in which they participate as budget receipts allocated to a heading in the statement of the revenue of the general budget of the European Communities (Commission Section).

Article 4

The provisional timetable for the coordination costs referred to in Article 4 of the Agreement is appended hereto.

Article 5

The Financial Regulation in force applicable to the general budget of the European Communities shall apply to the management of the appropriations.

Article 6

At the end of the concerted action project, a statement of appropriations for each concerted action project shall be prepared and transmitted to the participating Non-Member States for information.

APPENDIX  
PROVISIONAL TIMETABLE FOR EACH CONCERTED ACTION PROJECT

|   | 1986            |                 | 1987            |                 | 1988            |                 | 1989            |                 | 1990            |                |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
|   | CA              | CP              | CA              | CP              | CA              | CP              | CA              | CP              | CA              | CP             |
| 1. Initial estimate of overall requirements :   |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                |
| - Staff   | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -              |
| - Administrative operating expenditure  | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000         | 144,000        |
| - Contracts   | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -              |
| <b>Total</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b>  | <b>144,000</b> |
| 2. Revised estimate of expenditure taking into account additional requirements arising from the accession of participating Non-Member States: |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                |
| - Staff   | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -               | -              |
| - Administrative operating expenditure  | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000+        | 144,000        |
| - Contracts   | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)     |
| <b>New Total</b>  | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000+</b> | <b>144,000</b> |
|   | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)     |
| 3. Difference between 1 and 2 to be covered by contributions from participating Non-Member States   |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                |
|   | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)      | (nx12,000)     |

n = number of participating Non-Member States.

CA = commitment appropriations.

PA = payment appropriations.

REMARK : Concerted actions projects 1 to 5 have started in 1986 while the projects 6 and 7 shall start in 1988.

Pressemittteilung

Beteiligung der Schweiz an 5 konzertierten Aktionen des  
Umweltforschungs-Programmes der Europäischen Gemeinschaften

Der Bundesrat hat die Beteiligung der Schweiz an 5 Forschungsaktio-  
nen des Umweltforschungs-Programms der Europäischen Gemeinschaften  
beschlossen. Diese Teilnahme wird sich im Rahmen der Europäischen  
Zusammenarbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen

### Schweizerische Beteiligung an 5 konzertierten Aktionen des Umweltforschungs-Programmes der Europäischen Gemeinschaften

Aufgrund des Doppelantrages des EVD und des EDI vom 10. Juni 1988  
Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen :

1. Das EG/COST-Abkommen im Bereich der Umweltforschung wird  
genehmigt.
2. Der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Ge-  
meinschaften oder in seiner Abwesenheit sein Stellvertreter  
wird ermächtigt, das Abkommen zu unterzeichnen und dem  
Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften den  
Abschluss der für die Inkraftsetzung des Abkommens notwendigen  
innerschweizerischen Verfahren zu notifizieren.
3. Das Abkommen wird in der Eidg. Gesetzessammlung veröffent-  
licht.
4. Die Bundeskanzlei stellt die nötige Vollmacht aus.

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTS-  
DEPARTEMENT  
Presse- und Informationsdienst

Für getreuen Auszug,  
der Protokollführer:

Ausfertigung  
Frau Margrit MEIER, Integrations-  
direktorin EVD/ED, 031-61 22 17

Dr. A. Koulet, Bundesamt für  
Bildung und Wissenschaft  
031-61 96 67

E n t w u r f

Pressemitteilung

---

Beteiligung der Schweiz an 5 konzertierten Aktionen des  
Umweltforschungs-Programmes der Europäischen Gemeinschaften

---

Der Bundesrat hat die Beteiligung der Schweiz an 5 Forschungsaktionen des Umweltforschungs-Programms der Europäischen Gemeinschaften beschlossen. Diese Teilnahme wird sich im Rahmen der Europäischen Zusammenarbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen Forschung (COST) abwickeln.

Die Forschungsthemen lauten wie folgt:

- . Physikalisch-chemisches Verhalten der Luftfremdstoffe;
- . Wirkungen der Luftverschmutzung auf die terrestrischen und aquatischen Oekosysteme;
- . Organische Mikroverunreinigungen in der aquatischen Umwelt;
- . Luftqualität im Innern der Gebäude und ihre Auswirkungen auf den Menschen;
- . Behandlung und Verwendung von organischen Klärschlämmen und von flüssigen Abfällen aus der Landwirtschaft.

Für die Beteiligung an diesem europäischen Programm ist ein Betrag von 3,9 Millionen Franken für eine Periode von 4 Jahren vorgesehen. Davon sind 3 Millionen Franken zur Unterstützung von Forschungsvorhaben in der Schweiz bestimmt und 0,9 Millionen Franken zur Deckung der Koordinations- und Infrastrukturkosten auf europäischer Ebene vorgesehen. Die in diesem europäischen Programm integrierten schweizerischen Forschungsprojekte umfassen insbesondere den Aufbau eines Luftverschmutzungsmessgerätes am Observatorium des Jungfraujochs, sowie Studien über die Auswirkungen der Luftverschmutzung auf die landwirtschaftliche Produktion und über die Verwendung von Klärschlämmen in der Landwirtschaft und ihre langfristigen Auswirkungen auf den Boden.

EIDGENOESSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTS-  
DEPARTEMENT  
Presse- und Informationsdienst

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT  
DES INNERN  
Presse- und Informationsdienst

Auskünfte:

Frau Margrit MEIER, Integrations-  
büro EDA/EVD, 031-61 22 17

Dr. N. Roulet, Bundesamt für  
Bildung und Wissenschaft  
031-61 96 67

29. Juni 1988  
P r o j e t

SCHWEIZER BUNDESRAT  
 LE FÉDÉRAL SUISSE  
 IL FEDERALI SVIZERO

Communiqué de presse

---

zur Stellung der Schweiz in Europa

Participation de la Suisse à 5 actions concertées du programme environnement des Communautés européennes

---

Le Conseil fédéral a décidé de la participation de la Suisse à 5 actions de recherche du programme "Environnement" des Communautés européennes. Cette coopération se déroule dans le cadre de la Coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique (COST).

Les thèmes de recherche sont les suivants:

- . Comportement physico-chimique des polluants atmosphériques;
- . Effets de la pollution de l'air sur les écosystèmes terrestres et aquatiques;
- . Micropolluants organiques dans l'environnement aquatique;
- . Qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments et ses effets sur l'homme;
- . Traitement et utilisation des boues organiques et des déchets agricoles liquides.

Le montant prévu pour la participation à ce programme européen est de 3,9 millions de francs pour une durée de 4 ans dont 3 millions servent à soutenir des recherches en Suisse et 0,9 million à couvrir des frais de coordination et d'infrastructure à l'échelle européenne. Les projets suisses intégrés au programme européen concernent en particulier le développement d'un instrument de mesure de la pollution atmosphérique à l'Observatoire du Jungfraujoeh, l'étude des effets de la pollution atmosphérique sur la production agricole ainsi que de l'application des boues d'épuration en agriculture et ses effets à long terme sur les sols.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE  
PUBLIQUE

Service de presse + d'information

DEPARTEMENT FEDERAL DE  
L'INTERIEUR

Service de presse + d'information

Renseignements:

Mme Margrit MEIER, Bureau de  
l'intégration, 61 22 17

M. N. Roulet, OFES, 61 96 67